



Crédit Bancaire et Performance des Petites et Moyennes Entreprises Tchadiennes à l'ère Pétrolière

Par

**Djimasra Nodjtidjé, Gadam Djal-Gadam, Abba Danna et
Djam'Angai Ludé¹**

*Université de N'Djaména,
N'Djaména, Tchad*

Rapport de Recherche du FR-CIEA N° 74/13

Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires
(FR-CIEA)

www.trustafrica.org/icbe

Dakar, Novembre 2013

¹ Contacts : djimasra_n@yahoo.fr; ddjalgadam@yahoo.fr; abba_danna@yahoo.fr; ludedjam@yahoo.fr

Résumé

L'exploitation pétrolière au Tchad a donné une nouvelle dynamique à l'entrepreneuriat privé, à travers notamment la création d'activités connexes. Cette nouvelle dynamique entrepreneuriale a recours au système bancaire. De ce fait, l'objectif de cette étude est de mettre en évidence l'influence du crédit bancaire sur la performance des Petites et Moyennes Entreprises(PME) au Tchad à partir des données primaires collectées auprès des unités de production dans cinq régions du pays. L'étude utilise à la fois une approche descriptive et économétrique pour mettre en évidence les effets du crédit bancaire sur les indicateurs de la performance. Les résultats obtenus des régressions montrent que le crédit bancaire contribue positivement et significativement à la performance économique et sociale des entreprises tchadiennes. Un accroissement de 1% du montant de crédit augmente le chiffre d'affaire de 0,705% et l'effectif des employés de 0,54%. Sur la base de ces résultats, les implications de politiques économiques sont discutées en conclusion.

Mots clés : crédit bancaire, secteur privé, performance, Tchad.

Classification JEL codes : C01, D24, E51, G21.

Table de matières

Résumé	ii
Table de matières	iii
Liste des tableaux	iv
Liste des graphiques	iv
Introduction	5
1. Revue de littérature	6
2. Relation entre le crédit bancaire et la performance des PME au Tchad	9
2.1 Source des données et analyse statistique.....	10
2.1.1 Données	10
2.1.2 Analyse statistique.....	11
2.2 Analyse économétrique	14
2.2.1 Cadre et méthodes d'analyse économétrique	14
2.2.2 Résultats et interprétations	16
Conclusion et recommandations	17
Annexes	21

Liste des tableaux

Tableau 1 : Accès des PME tchadiennes au crédit bancaire.....	11
Tableau 2: Etat du rationnement des PME sur le marché du crédit bancaire au Tchad	11
Tableau 3 : Crédit bancaire et performance économique des PME au Tchad.....	12
Tableau 4 : Test de comparaison de moyenne entre les entreprises bénéficiaires et non bénéficiaires du crédit bancaire	12
Tableau 5: Test de comparaison des moyennes	13
Tableau 6 : Statistiques Descriptives.....	21
Tableau 7: Effets estimés du crédit bancaire sur la performance sociale des PME tchadiennes, Régression poisson	21
Tableau 8 : Effets estimés du crédit bancaire sur la performance économique des PME au Tchad, Variables instrumentales et régression quantile	22
Tableau 9 : Test d'endogénéité de la variable Crédit bancaire.....	22

Liste des graphiques

Graphique 1: Crédit bancaire et performance économique des PME au Tchad.....	12
Graphique 2 : Analyse comparative de la performance économique et sociale des PME dont les activités sont connexes au secteur pétrolier ou non.....	13

Introduction

Après une longue période marquée par des tensions et des conflits politico-militaires ainsi qu'une succession de régimes politiques autocratiques, une page de l'histoire du Tchad a été tournée en 1990. Le pays s'est engagé dans un processus de stabilité politique qui a permis l'exploitation du pétrole en 2003. Ce nouveau contexte économique a favorisé une reprise de la croissance économique et le développement du secteur privé. La principale explication du développement du secteur privé est relative à l'éclosion des contrats de sous traitants liés à l'exploitation du pétrole. Cette nouvelle donne a créé différentes opportunités d'affaires offrant ainsi une dynamique de l'entrepreneuriat privé et principalement l'auto emploi. Selon l'enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT III) réalisée en 2011, plus de 74% des travailleurs sont auto employés. De même, les statistiques de la Banque Mondiale (2009) montrent que la *performance sociale*² des entreprises tchadiennes a été au dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En effet, en 2009, le taux de croissance de l'emploi dans le secteur privé est de 12%. Ce taux est supérieur à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne qui est estimé à 8%. Ces statistiques démontrent l'importance du développement de l'entrepreneuriat privé au Tchad au cours de ces deux dernières décennies. Dans ce cadre, le secteur bancaire tchadien est sollicité pour accompagner cette nouvelle dynamique de l'entrepreneuriat privé. Les banques au Tchad ont, en effet, évolué dans un environnement économique favorable. Le pays a connu le taux moyen de croissance du PIB le plus élevé de la CEMAC au cours des cinq dernières années, après la Guinée Equatoriale (WDI, 2012). Dans ce contexte, le total de bilan des banques du pays s'est accru passant de 355 milliards en 2007 à 497,9 milliards en 2010 (COBAC, 2008 ; 2010). Selon la même source, l'encours des crédits nets s'est consolidé. Il est passé de 97,21 milliards en 2004 à 268,62 milliards en 2010. Ces données confirment l'embellie économique du Tchad au cours des deux dernières décennies. Cependant, force est de constater que la répartition des crédits à l'économie selon leur durée au cours des cinq dernières années, révèle que plus de 95% des concours sont des crédits à court terme (Compagne 40% et autres crédits 55%), contre 5% seulement de crédit de long terme (Ministère du plan, 2012). La prédominance du crédit à court terme contraint les PME aux investissements de court terme et peut limiter les effets escomptés du crédit sur leur performance. Il convient d'ajouter que l'obstacle majeur à la demande de crédit demeure le taux d'intérêt débiteur élevé, pratiqué par les banques (22% en moyenne). Le financement bancaire reste donc peu accessible aux PME au Tchad.

Divers travaux théoriques et empiriques se sont intéressés à la problématique de la performance des PME (Ellis, 2011 ; Tioumagneng, 2011 ; Yogo et Antagana, 2012). Ces travaux mettent en exergue différents facteurs susceptibles de favoriser la performance des PME. Il s'agit des facteurs de marché, des facteurs financiers, des caractéristiques personnelles du créateur et de l'entreprise, du capital social, de l'accès au financement bancaire, etc. Spécifiquement, les travaux qui ont mis en évidence la relation entre le crédit bancaire et la performance des PME évoquent plusieurs arguments. Selon Berkal (2012), sans ressources économiques, l'entreprise ne produit pas, ne vend pas, et donc ne peut survivre que si elle a réussi à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de son cycle d'exploitation

² Confère revue de la littérature pour plus de discussion sur les concepts de performance.

et au financement de ses investissements. Ainsi, l'accès des PME au crédit bancaire est un moyen de soutenir leurs activités, d'améliorer leur productivité, d'améliorer leur niveau d'investissement, de valoriser leur capital humain et de stimuler la croissance économique. Cependant, les prêts bancaires octroyés aux PME sont plus coûteux en Afrique que dans les autres pays en développement (Chekili et Saidane, 1995). De même, selon la Banque Mondiale (2009), le financement bancaire des PME est plus limité dans les pays africains, en plus d'avoir une maturité très courte.

Sur le plan empirique, les travaux s'opposent par leurs résultats. Tandis que les études de Jõeveer et al. (2006), Silivestru (2012) et Sabarwal et Terrell (2009) montrent l'effet positif et significatif du crédit bancaire sur les indicateurs de la performance dans les pays d'Europe de l'Est, Tioumagneng (2011) quant à lui observe que les dettes bancaires sont défavorables à la performance des PME au Cameroun. Pour cet auteur, non seulement la thèse de rationnement des crédits domine les analyses dans les pays de la zone CEMAC, mais aussi les crédits bancaires de long terme constituent une panacée de financement et donc exempts d'inconvénients pour les entreprises.

Bien que la performance des PME soit au cœur de toutes les problématiques et considérations économiques, on constate qu'il y a peu de travaux empiriques relatifs à sa relation avec le crédit bancaire. Des études empiriques existantes, rares sont celles qui se sont focalisées sur le cas des pays d'Afrique subsaharienne en général et sur le Tchad en particulier. C'est pour combler ces limites que cette étude questionne l'influence du crédit bancaire sur la performance des entreprises. Ainsi, l'objectif de cette étude est de mettre en évidence l'impact du crédit bancaire sur la performance des PME au Tchad. Pour l'atteindre, le présent papier fait usage à la fois des statistiques descriptives et des méthodes économétriques. Cette étude s'articule autour de deux(2) principales parties : la première partie est consacrée à la revue de littérature et la seconde, à une mise en évidence empirique de la relation entre le crédit bancaire et la performance des PME. Dans notre étude, les PME sont définies, suivant la législation Tchadienne, comme les entreprises réalisant un chiffre d'affaire annuel inférieur ou égal à deux cents millions de FCFA.

1. Revue de littérature

Cette partie traite de la relation entre le crédit bancaire et la performance des entreprises, particulièrement les PME.

L'accès des PME au crédit bancaire a donné lieu à des débats tant sur le plan théorique qu'empirique. D'une part, le crédit bancaire est un moyen de soutenir leurs activités, d'améliorer leurs productivités et de stimuler la croissance économique et d'autre part, l'endettement des petites et moyennes entreprises alourdit leur performance (Belouard et Seder, 2002).

Le financement externe des entreprises revêt une grande importance suite aux besoins (besoins d'exploitation et besoins d'investissement) de plus en plus importants qu'elles éprouvent. Ce financement passe par la demande de crédit afin d'influencer la production de l'entreprise. La demande de crédit par l'entreprise permet de booster son investissement et donc sa production (Ginglinger, 1991). Cette demande donne lieu à quatre (4) types

d'actions : (i) Maintenir les capacités de production existantes en procédant à des investissements de remplacement (remplacement d'un matériel ancien, amorti, usé ou obsolète). Ce genre d'investissement a une grande importance sur le résultat de l'entreprise. (ii) Améliorer la productivité et pousser à la modernisation et à l'innovation. La demande de crédit liée à l'investissement a pour but d'accroître la capacité de production ou de commercialisation des produits existants et de vendre des produits nouveaux. (iii) Rationaliser la production car le crédit permet ici, de compresser les coûts de fabrication. (iv) Valoriser le capital humain, il s'agit des investissements humains tels que les dépenses de formation, dépenses pour l'amélioration des conditions de travail. Il s'avère que le crédit bancaire est nécessaire pour la performance de l'entreprise.

Bancel (1995) montre que le crédit bancaire lié au besoin d'investissement influence la performance de l'entreprise car il est considéré comme un sacrifice de ressources économiques aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des recettes supérieures. Dans une même approche, Mourgues (1994) souligne que l'influence du crédit bancaire sur la performance de l'entreprise peut se démontrer également par rapport au type de crédit. Le crédit de court terme peut être risqué pour les entreprises ayant des projets de mauvaise qualité. Par contre, pour la banque, il est préférable à cause de sa maturité dans le court terme. Le crédit de court terme contracté par les PME est souvent octroyé à des taux d'intérêt moins élevés que ceux du crédit de long terme, mais il induit un risque de liquidité élevé. A court terme, l'entreprise peut avoir des difficultés liées à une insuffisance en fonds de roulement. A cet effet, elle fait recours à la banque pour obtenir un crédit appelé « découvert bancaire » pour faire face temporairement à un besoin en fonds de roulement. En outre, pour une activité saisonnière, l'entreprise fait recours à un « crédit de compagne ». Ce crédit est lié à un cycle saisonnier puisque l'entreprise peut se heurter à une distorsion entre la production et la consommation (Bouyacoub, 2000). La plupart des études réalisées dans ce cadre restent à l'échelle d'une analyse descriptive. Peu de travaux ont mis en évidence sur le plan économétrique la relation entre le crédit bancaire et la performance des entreprises. Les études qui sont menées dans ce sens ont pour la plupart utilisé une méthodologie axée sur les données de panel. Dans cette approche, Sabarwal et Terrell (2009) analysant la relation entre le crédit bancaire et la performance des PME dirigées par les femmes, dans les pays de l'Amérique Latine, trouvent que ces dernières connaissent une croissance plus rapide que celles dirigées par les hommes. Toutefois, l'évidence n'est démontrée que pour les grandes entreprises.

Yungue (2007), Um-Ngouem (1996 et 1997), Um-Ngouem et Edding (2002) font une étude sur les PME camerounaises et parviennent à la conclusion selon laquelle, les PME ne bénéficient que du crédit de court terme lorsqu'elles font recours à un financement bancaire. Ces auteurs justifient cette situation par le fait que les tontines et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans l'apport en capitaux des PME.

Silivestru (2012) met en évidence la problématique du financement bancaire des PME roumaines sur la période 2007-2011. Selon cette étude, plus de 80% des PME roumaines s'autofinancent ou font recours au financement bancaire dans le cadre de leurs activités. L'auteur évoque que l'accès des PME au crédit bancaire demeure un problème en Roumanie.

Les justifications qui y sont apportées sont relatives à l'asymétrie d'information entre les banques et les PME, la pratique de taux d'intérêt élevés et les conditions de garanties. En dépit des difficultés d'accès des PME roumaines au crédit bancaire, l'étude de Silivestru (op cit.) montre que les PME roumaines qui ont accès au crédit bancaire ont une meilleure performance sur le plan social que celles qui n'y ont pas accès. Jõeveer et al. (2006) ont, quant à eux, mis en exergue la relation entre le crédit bancaire et les indicateurs de performance des PME des pays en transition de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Georgie, Russie et l'Ukraine).

De façon générale, sept indicateurs de performances sont utilisés. Il s'agit du taux d'investissement, le taux de survie, les recettes, le bénéfice, le coût du travail, l'emploi et la part de marché. Ils arrivent à la conclusion selon laquelle le crédit bancaire a un effet positif et significatif sur la plupart des indicateurs de performance des PME notamment l'investissement, les recettes, l'emploi et la part des marchés.

Les controverses autour de ce thème sont analysées en termes des difficultés rencontrées par les PME dans le financement de leurs activités. Le recourt au crédit bancaire pose des problèmes dès lors que certains emprunteurs sont rationnés sur le marché du crédit malgré la surliquidité de certaines banques. L'exemple de la CEMAC en est une illustration. Cette situation peut s'expliquer par l'asymétrie d'information qui existe entre les banques et les entreprises. Le rationnement de crédit est l'une des difficultés récurrentes dans le financement des PME. L'asymétrie de l'information dans le domaine du financement bancaire repose sur le fait que le prêteur éprouve des difficultés à évaluer le projet de l'emprunteur et à contrôler son comportement. Parmi les autres difficultés rencontrées par les PME, on peut aussi citer : le faible niveau d'éducation des entrepreneurs, la faiblesse ou l'absence d'investissement en R&D, les contraintes de liquidité pour financer les activités de la PME, le manque de personnel qualifié (Noumigue Kenmigni, 2012). Les coûts de transaction (Williamson, 1988) expliqués par les coûts liés à l'information et, la théorie d'agence (Jensen et Meckling, 1976) qui débouche sur l'explication de la divergence d'intérêt entre créanciers (banques) et débiteurs (entreprises) sont également les problèmes qui mettent en difficulté la relation entre les banques et les PME. Les études menées par Yumgue (2007), Um-Ngouem (1996 et 1997), Um-Ngouem et Edding (2002) mettent en évidence l'importance que revêt l'information financière sur la décision d'octroi de crédit aux PME par les banques au Cameroun.

Le crédit bancaire est nécessaire pour le renforcement des capacités productives des PME mais de fois, les défavorise du fait des conditions de son octroi. Utilisant les modèles à effets aléatoires et les variables instrumentales pour démontrer l'influence des dettes bancaires sur les entreprises, Tioumagneng (2011) est parvenu au résultat selon lequel les dettes bancaires défavorisent la performance des PME Camerounaises. Ce résultat est expliqué par le caractère transactionnel du type de dettes bancaires considéré, grâce auquel les entreprises étudiées se sont financées. Ces entreprises sont celles investissant en Actifs Intangibles (AI), lesquels n'induisent effectivement la performance que si les crédits ayant servi à leur financement sont de type relationnel. Belouard et Seder (2002) ont mené une étude sur 93 PME algériennes sur la période de 2001-2002 et trouvent qu'il existe une corrélation négative entre l'endettement des entreprises et leur performance évaluée par la rentabilité. Ce résultat justifie le fait que

les PME algériennes préfèrent s'autofinancer pour éviter les coûts de transaction et les taux d'intérêt qui sont élevés en Algérie. Toutefois, les effets du crédit bancaire varient selon l'espace et suivant les différentes mesures de la performance qui de par sa définition, soulève de débats.

La performance est un concept aux contours divers. Chandler (1992) la conçoit comme étant une association entre l'efficacité fonctionnelle et l'efficacité stratégique. L'efficacité fonctionnelle consiste à améliorer les produits, les achats, les processus de production, la fonction marketing et les relations humaines au sein de l'entreprise. Tandis que l'efficacité stratégique consiste à devancer les concurrents en se positionnant sur un marché en croissance ou en se retirant d'un marché en phase de déclin. Quant à Marchesnay (2002), la performance de l'entreprise peut se définir comme le degré de réalisation du but recherché. L'analyse des buts fait apparaître trois mesures de la performance : l'efficacité (le résultat obtenu par rapport au niveau du but recherché) ; l'efficience (le résultat obtenu par rapport aux moyens mis en œuvre) et l'effectivité (le niveau de satisfaction obtenu par rapport au résultat obtenu). Plusieurs autres définitions de ce concept ont été formulées par d'autres auteurs. Dans cette perspective, elles dépendent du contexte dans lequel la performance est abordée, et intègrent d'autres variables. Bourguignon (2000) la définit comme étant la réalisation des objectifs organisationnels, quelles que soient la nature et la variété de ces objectifs. Cette réalisation peut se comprendre au sens strict (résultat, aboutissement) ou au sens large du processus qui mène au résultat (action). L'ambition d'atteindre les meilleurs résultats en fournissant le minimum d'effort sont généralement les critères qui fédèrent les différentes définitions. Selon Reynaud (2003), on peut concevoir la performance globale comme une combinaison de la performance environnementale, de la performance économique et de la performance sociale. La performance environnementale renvoie à la lutte contre la pollution, la sécurité des installations, la sécurité des produits et la gestion de l'épuisement des ressources naturelles. La performance économique quant à elle fait appel à la réalisation des objectifs de production et de vente, l'accès aux marchés de capitaux, la création d'emploi, etc. La performance sociale enfin, renvoie à l'égalité de traitement, de bonnes conditions de travail et le respect des droits de l'homme. Partant de ces différentes approches de la performance, cette étude aborde ce concept sous un axe majeur. Elle expose du point de vue quantitatif les dimensions économique et sociale de la performance.

En effet, plusieurs sources théoriques expliquent les déterminants de la performance. Il s'agit des facteurs internes (les caractéristiques de l'entreprise, la recherche et le développement, etc.) et des facteurs externes (financement externe dont l'accès au crédit bancaire, le coût des facteurs de production, l'environnement des affaires, les infrastructures, etc.) qui dépendent de la mesure de la performance adoptée ou encore du point de référence de l'analyse.

2. Relation entre le crédit bancaire et la performance des PME au Tchad

Dans cette partie, nous procédons à la vérification empirique de la relation entre le crédit bancaire et la performance des PME au Tchad. A cet effet, l'analyse économétrique sera précédée d'une analyse statistique.

2.1 Source des données et analyse statistique

2.1.1 Données

Les données utilisées dans cette étude sont issues d'une enquête sur le financement bancaire et l'entrepreneuriat au Tchad, menée par le Laboratoire d'Etudes et de Recherche en Economie Appliquée et Gestion (LAEREAG) de l'Université de N'Djaména. L'unité d'analyse est la petite et/ou moyenne entreprise, définie comme une unité de production formelle répondant aux critères suivants : localisable à un endroit fixe et permanent et dont le potentiel d'emploi et la surface économique sont relativement faibles.

Pour être plus précis, la notion d'entreprises formelles renvoie à des unités de production qui sont recensées administrativement et qui peuvent produire des données comptables, même si celles-ci ne sont pas présentées dans le cadre d'un système comptable orthodoxe. Certes, nous avons conscience de la part d'arbitraire qui existe dans cette définition, mais l'on sait qu'il est, de toute façon, fort difficile de tracer une frontière précise entre le formel et l'informel. Nous excluons donc du champ de l'investigation les micro-entreprises du secteur informel qui, en l'état actuel des choses, n'ont semble-t-il pas vocation à devenir clientes du système bancaire, et les grandes entreprises dont l'approche ne doit pas être fondamentalement différente de celle qui a cours dans les pays industrialisés. Une telle restriction nous paraît justifiée car le développement du système bancaire tchadien passe nécessairement par l'intervention dans ce type d'entreprises. En effet, du point de vue numérique, ces entreprises constituent la clientèle potentielle la plus importante des banques. De même, il est clair que le développement du Tchad, comme dans la plupart des pays africains passe par la constitution d'une classe d'entreprises moyennes, et que cette classe est actuellement en grande partie financée en dehors des circuits officiels, sinon évincée de ceux-ci. En d'autres termes, la restauration du système bancaire dans son rôle normal suppose qu'il dispose d'outils d'analyse lui permettant d'attribuer les ressources aux entreprises présentant le couple risque/rentabilité optimum.

Le fichier national des PME produit par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) du Tchad a servi de base de sondage pour la sélection des PME de l'enquête. Un effectif de 315 PME a répondu au questionnaire sur une population de 500 entreprises ciblées. La technique de sondage aléatoire par quotas a permis de tenir compte de la représentativité de chaque région dans la population des PME tchadiennes lors des enquêtes. L'échantillon définitif de l'enquête est réparti sur cinq villes : N'Djaména (59.49%), Moundou (19.62%), Doba (11.71%), Sarh (6.96%) et Abéché (2.2%). Les entreprises enquêtées tiennent compte de tous les secteurs économiques. En proportion, le secteur tertiaire représente 75,72%, le secteur secondaire 16,61% et le secteur primaire 7,67%. Le questionnaire a été administré directement auprès des dirigeants des PME.

Une fois la méthode de collecte des données présentée, il importe d'analyser sur le plan statistique la relation entre le crédit bancaire et la performance des entreprises au Tchad.

2.1.2 Analyse statistique

Il s'agit de présenter quelques faits stylisés de la relation entre le crédit bancaire et la performance des entreprises. Dans un premier temps, il s'agit non seulement de voir si les PME au Tchad ont accès au crédit bancaire mais aussi de savoir si elles sont rationnées sur le marché du crédit bancaire. Dans un second temps, il est question de voir quelle est la déclinaison de la performance des PME qui est corrélée au crédit bancaire.

Le tableau 1 met en évidence l'accès des PME au crédit bancaire. Il ressort de ce tableau que de l'échantillon enquêté, 20,63% ont accès au crédit bancaire contre 78,41%. Contrairement aux statistiques de la COBAC (2010), on peut noter que les petites et moyennes entreprises au Tchad éprouvent des difficultés pour accéder au marché du crédit bancaire. L'encours de l'offre des crédits bancaires serait beaucoup plus orienté vers les grandes entreprises. Les contraintes des PME tchadiennes à l'accès au crédit bancaire sont liées au taux d'intérêt débiteur pratiqué par les banques, la garantie exigée par ces dernières et l'accès à l'information. Il importe de voir si les PME ayant obtenus du crédit bancaire sont rationnées sur le marché de crédit.

Tableau 1 : Accès des PME tchadiennes au crédit bancaire

	Observations	Pourcentage
PME ayant accès au crédit bancaire	65	20,63
PME n'ayant pas obtenu du crédit bancaire	247	78,41
Pas de réponses	3	0,96
Total	315	100

Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

En effet, l'efficacité du crédit bancaire en termes d'amélioration de la performance est non seulement dominée par la thèse de rationnement des crédits dans les analyses existantes, mais aussi par le fait que les crédits bancaires de long terme y sont conçus comme constituant une panacée de financement et donc exempts d'inconvénients pour les entreprises. L'observation des données récentes concernant le rationnement des entreprises tchadiennes sur le marché du crédit bancaire révèle l'existence des disparités des réponses. Les statistiques du tableau 2 montrent que 54,69 % des entreprises tchadiennes ont obtenu le crédit bancaire au montant demandé. Par contre, 45,31% des entreprises estiment être rationnés sur le marché.

Tableau 2: Etat du rationnement des PME sur le marché du crédit bancaire au Tchad

	Observations	Pourcentage
Montant du crédit demandé égale au montant du crédit obtenu	35	54,69
Montant du crédit demandé inférieur au montant du crédit obtenu	29	45,31
Total	64	100

Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

Selon Guigou et Vilanova (1999), les financements contractés par les entreprises auprès des banques doivent être analysés en termes d'enjeux. L'objectif du crédit bancaire est de rendre l'entreprise bénéficiaire plus performante. Ainsi, il joue un rôle de promotion de l'investissement productif et de soutien à l'activité des entreprises. Le crédit bancaire au Tchad s'inscrit dans cette dynamique en rendant plus prospère l'activité de l'entreprise. Le tableau 3 montre que 80% des entreprises tchadiennes estiment que le crédit bancaire a permis

d'accroître leur performance économique (augmentation du chiffre d'affaire), et 20% des entreprises admettent le contraire.

Tableau 3 : Crédit bancaire et performance économique des PME au Tchad

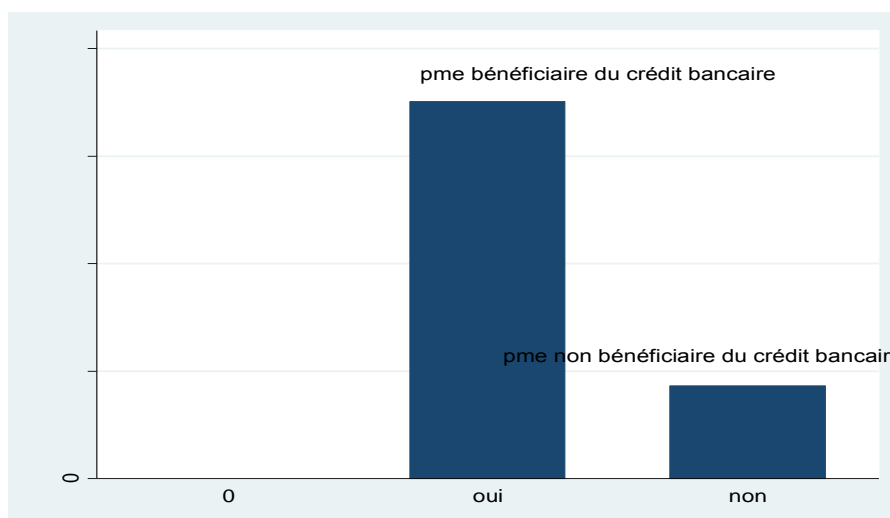
	Observations	Pourcentage
Crédit bancaire a amélioré le chiffre d'affaire	48	80
Crédit bancaire n'a pas amélioré le chiffre d'affaire	12	20
Total	60*	100

Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

*Sur les 64 entreprises ayant obtenu du crédit bancaire, 60 se sont prononcées quant à l'influence de ce dernier sur leur performance de manière globale.

L'appréciation du crédit bancaire sur la performance économique est encore plus explicitée au regard du graphique 1 et du tableau 4. En effet, le graphique 1 indique que les entreprises bénéficiaires du crédit bancaire ont un chiffre d'affaire annuel variant entre 50 millions et 200 millions de francs CFA. En revanche, celles qui n'en sont pas bénéficiaires ont un chiffre d'affaire inférieur à 50 millions de francs CFA.

Graphique 1: Crédit bancaire et performance économique des PME au Tchad



Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

Le tableau 4 met en évidence le test de comparaison de moyenne. Il en ressort que les entreprises ayant bénéficié du crédit bancaire offrent plus d'opportunités d'emploi et ont un chiffre d'affaire plus important que les entreprises n'ayant pas bénéficié du crédit bancaire.

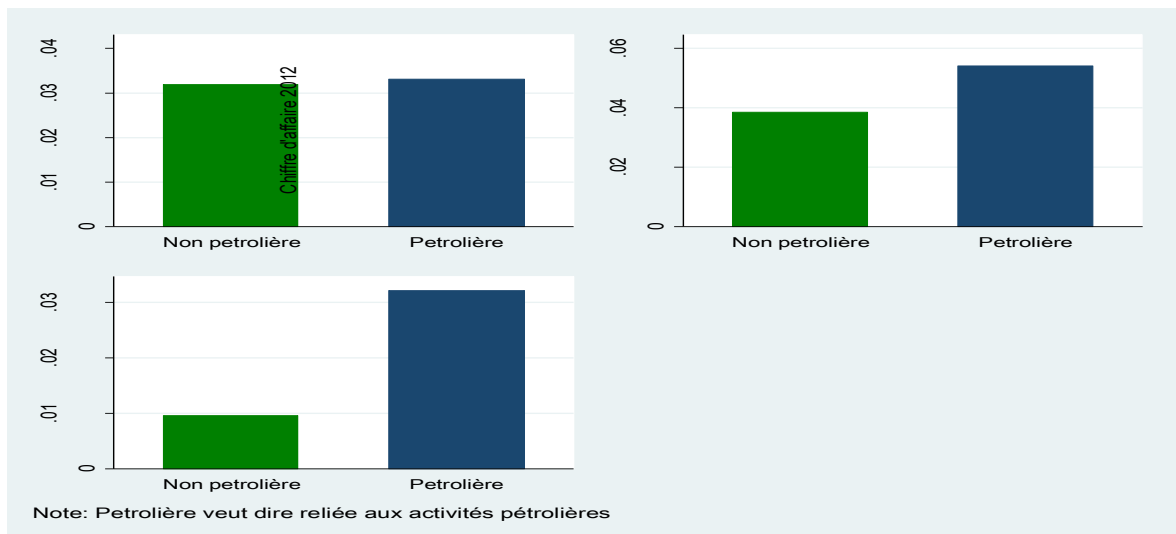
Tableau 4 : Test de comparaison de moyenne entre les entreprises bénéficiaires et non bénéficiaires du crédit bancaire

Entreprises	Chiffre d'affaire				Effectif employé			
	observ	Moy.	Ecart T.	T stud.	Observ	Moy.	Ecart T.	T stud.
Entreprises bénéficiaires du crédit bancaire	64	0.102	0.224	-1.554	64	0.03	0.140	-2,74
Entreprises non bénéficiaires du crédit bancaire	245	0.030	0.097		245	0.009	0.017	

Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

Pour tenir compte du contexte actuel de l'économie dominé par l'activité pétrolière, le graphique 2 met en lumière la dimension comparative de la performance économique et sociale des entreprises dont les activités sont reliées au secteur pétrolier ou non. Il ressort du graphique 2 que les entreprises ayant bénéficié du crédit bancaire et dont les activités sont liées au secteur pétrolier sont relativement plus performantes sur le plan économique et social que les autres. En effet, on observe que ces entreprises ont un chiffre d'affaire et un effectif plus important que celles exerçant hors du secteur pétrolier.

Graphique 2 : Analyse comparative de la performance économique et sociale des PME dont les activités sont connexes au secteur pétrolier ou non



Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

Le test de comparaison des moyennes (tableau 5) conforte le postulat d'une meilleure performance économique (chiffre d'affaire) et sociale (effectif des employés) des entreprises dont l'activité principale est connectée directement ou indirectement au secteur pétrolier. Cela s'explique par le fait qu'au Tchad, la plupart des entreprises liées au secteur pétrolier sont des entreprises de prestations de services qui offrent plus d'emploi aux jeunes et n'exigent pas un niveau d'étude élevé ou une très forte qualification. On pourrait ajouter que les entreprises ayant une activité connexe au secteur pétrolier ont une part de marché constante et renouvelée leur permettant de connaître une prospérité financière et sociale.

Tableau 5: Test de comparaison des moyennes

Entreprises	Chiffre d'affaire				Effectif employé			
	observ	Moy.	Ecart T.	T stud.	Observ	Moy.	Ecart T.	T stud.
Entreprise-activité liée au secteur pétrolier	28	0.0540	0.1883	-0.5791	60	0.032	0.1400	-2,372
Entreprise-activité non liée au secteur pétrolier	150	0.0386	0.1160		231	0.009	0.0204	

Source : Auteurs, données brutes enquêtes LAEREAG (2012)

L'analyse de la relation entre le crédit et la performance des entreprises au Tchad, ne saurait se limiter seulement à la dimension de l'analyse statistique. Il importe donc de mener une analyse économétrique.

2.2 Analyse économétrique

La mise en évidence économétrique de la relation entre le crédit bancaire et la performance des entreprises exige qu'on présente, en premier lieu, le cadre général de l'approche de vérification économétrique. En second lieu, les résultats issus des régressions sont présentés.

2.2.1 Cadre et méthodes d'analyse économétrique

L'objectif de cette sous section est de mettre en évidence l'effet causal du crédit bancaire sur la performance des entreprises au Tchad. La méthodologie proposée emprunte largement à la littérature existante sur la performance sous toutes ses déclinaisons (Jõeveer et al. 2006 ; Sabarwal et Terrell, 2009 et Silivestru, 2012). Dans le cadre de cette analyse, deux déclinaisons de la performance sont mises en exergue : la performance économique et la performance sociale. Pour mettre en évidence l'effet du crédit bancaire sur les deux déclinaisons de la performance, deux spécifications économétriques sont adoptées. Il s'agit dans un premier temps de spécifier la relation entre le crédit bancaire et la performance économique. Ensuite, nous spécifions la relation entre le crédit bancaire et la performance sociale.

2.2.1.1 Effets du crédit bancaire sur la performance économique des entreprises au Tchad

Cette partie commence par une estimation par la méthode des variables instrumentales, exigée par la nature des données. La méthode MCO n'est pas appropriée du fait de la violation de l'hypothèse de normalité des erreurs. La validité du test d'endogénéité (tableau 9) renvoie à l'utilisation du crédit comme variable instrumentale. La spécification de base est la suivante :

$$\ln(\text{Perfeco}_i) = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(\text{Crédit}_i) + \mathbf{X}'_i \beta_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

Dans l'équation (1), *Perfeco_i* représente la performance économique captée par le chiffre d'affaire réalisé par une entreprise, *Crédit_i* représente le crédit bancaire obtenu par une entreprise et X est un ensemble de variables de contrôle. La principale variable d'intérêt est le crédit bancaire. Elle renvoie au montant du crédit bancaire de court terme obtenu par une entreprise. Un éventail large de variables de contrôle est inclus dans la régression. Il s'agit notamment de l'environnement économique du Tchad caractérisé par l'ère pétrolière, la gouvernance, une variable muette (Dummy) prenant la valeur 1 si l'entreprise a des activités connexes avec le secteur pétrolier et 0 sinon, une variable croisée entre le crédit bancaire et l'environnement économique et les caractéristiques du dirigeant de l'entreprise (niveau d'éducation, sexe, expérience et âge). Les caractéristiques socioprofessionnelles du chef d'entreprise peuvent influencer l'effet du crédit sur la performance des PME de différentes manières et suivant la réalité de chaque pays (Sabarwal et Terrell, 2009). Ces soucis motivent le choix de ces variables.

La spécification (1) cherche à vérifier l'hypothèse selon laquelle le crédit bancaire de court terme affecte positivement et significativement la performance économique. Ce postulat reste global et ne permet pas de capter l'effet séquentiel du crédit bancaire sur la performance des PME tchadiennes. Pour corriger ce problème, il importe de faire usage de la régression quantile qui permet de mettre en évidence l'impact du crédit sur les différentes séquences de chiffre d'affaire (du plus petit au plus grand). Cette approche non paramétrique n'est soumise à aucune loi de distribution (ni à la loi normale ni aux autres lois de distribution). Elle respecte la moindre déviation absolue (LAD) des observations par rapport aux quantiles (25%, 50% et 75%) et n'est pas affectée par les valeurs extrêmes (outliers). La spécification de la régression quantile repose sur les mêmes variables de l'équation (1). Elle est de la forme :

$$\ln(\text{Perfeco}_i) = f[\ln(\text{Crédit}_i), \text{variables de controles}] \quad (2)$$

Le tableau 6 (en annexe) présente les statistiques descriptives des variables utilisées dans la régression.

2.2.1.2 Effets du crédit bancaire sur la performance sociale des entreprises au Tchad

La performance sociale est la mise en pratique efficace de la mission sociale d'une entreprise en accord avec des valeurs sociales (Malika, 2011). Dans la littérature existante, la performance sociale est mesurée à travers plusieurs indicateurs tels que la responsabilité face aux clients, l'emploi, la diversité et la qualité des services, etc. (Lapenu et al, 2009). Les résultats des travaux empiriques attestent de l'existence d'une relation positive entre la capacité économique et certaines considérations sociétales concernant plus particulièrement les salariés, les clients ou la société civile (Berman et al, 1999 ; Hillman et Keim, 2001). Nous adoptons ce cadre d'analyse en considérant l'effectif des employés de l'entreprise comme indicateur de performance sociale. Compte tenu du fait que la performance sociale est une variable de comptage, elle peut suivre un processus de poisson ou une loi binomiale négative. Dans cette optique, nous mettons en application un modèle pour données de comptages dans le but d'expliquer l'influence du crédit bancaire sur la performance sociale des PME tchadiennes. La spécification économétrique est la suivante:

$$\text{Perfsocial}_i = \beta_0 + \beta_1 \ln(\text{Crédit}_i) + \mathbf{X}'_i \varphi + u_i \quad (3)$$

Dans l'équation (3), *Perfsocial* représente la performance sociale captée par l'effectif total des employés. *Perfsocial* suit une loi de poisson. *Crédit_i* représente le crédit bancaire obtenu par une entreprise et *X* est un ensemble de variables de contrôle. Les variables explicatives qui rentrent dans le vecteur *X* sont les suivantes : les caractéristiques du dirigeant (niveau d'éducation, expérience, sexe, âge), le secteur d'activité, la gouvernance, l'environnement économique et des variables croisées (crédit bancaire et expérience du dirigeant, crédit bancaire et niveau d'éducation du dirigeant, crédit bancaire et sexe du dirigeant, crédit bancaire et environnement économique). L'hypothèse qui sous tend cette

spécification est que le crédit bancaire contribue positivement et significativement à la performance sociale.

La méthode d'estimation utilisée est le modèle de comptage (régression poisson) due à la nature de la variable dépendante (nombre de salariés).

2.2.2 Résultats et interprétations

Pour mesurer l'impact du crédit sur la performance économique et sociale des PME Tchadiennes, la régression est faite sur les entreprises bénéficiaires du crédit qui ont déclaré leurs chiffres d'affaire. Deux résultats essentiels sont obtenus. Il s'agit de la contribution avérée du crédit bancaire à la performance économique des PME Tchadiennes d'une part et d'autre part, de l'influence positive et significative du crédit bancaire sur la performance sociale des PME au Tchad.

2.2.2.1 Contribution avérée du crédit bancaire sur la performance économique des entreprises tchadiennes

Les résultats de l'estimation de la relation entre le crédit bancaire et la performance économique (équation 1 et 2) sont consignés dans le tableau 7 (voir annexe). Il en ressort que le modèle est globalement significatif. La variable « crédit » a un signe positif et est significative à 1%. En effet le crédit contribue favorablement à l'augmentation du chiffre d'affaire et donc améliore la performance économique des PME au Tchad. Un accroissement de 1% du montant de crédit augmente le chiffre d'affaire de 0,705%. Ces résultats confirment bien ceux obtenus par Jõeveer et al. (2006), Sabarwal et Terrell, (2009) ou encore celui de Silivestru, (2012). Au regard de ce résultat, on peut penser qu'au Tchad le crédit bancaire contribue à changer la combinaison productive des PME et *in fine* leur capacité productive et leur performance économique. Toutefois, il faut noter que le financement bancaire reste peu accessible aux PME Tchadiennes, vu le taux d'intérêt débiteur qui est élevé (22% en moyenne). En outre, les statistiques du ministère des finances du Tchad révèlent que 95% de crédits accordés aux PME sont de court terme. Ces dernières ont toujours de difficultés à respecter l'échéance et à offrir des garanties du fait de leur taille.

La gouvernance, mesurée par le niveau de la corruption affecte significativement la performance économique des PME. Cette variable est binaire et prend la valeur 1 si la corruption a un effet négatif sur l'activité de l'entreprise, 0 sinon. Son signe positif veut dire que la corruption impacte négativement la performance des entreprises au Tchad. Ce résultat vient confirmer le dernier rang occupé par le Tchad dans le rapport doing business 2012 (183^e/183 pays) et explique la faiblesse de l'effet du crédit bancaire sur la performance économique et sociale des PME. Ces faibles effets peuvent aussi être expliqués en partie par le fait que 45% des PME ayant obtenus du crédit sont rationnées sur le marché. En outre, la persistance de la corruption (significative à 1%) limite les bénéfices que les PME devraient tirer de l'embellie économique actuelle, d'où la non significativité de la variable « Environnement économique ». Toutefois la performance de l'économie tchadienne actuelle, portée essentiellement par le développement de l'activité pétrolière, a favorisé la création des

PME. Nos données révèlent que sur les 315 entreprises enquêtées, 73,73% (soit 233 entreprises) sont créées pendant l'ère pétrolière. Le signe de la variable « âge carré » est négatif. Cela signifie que les entreprises dont les dirigeants sont âgés, ont en moyenne une faible performance économique, plus le dirigeant est vieux moins est la performance. Le souci d'analyser les effets du crédit sur la performance des PME en respectant leurs tranches de chiffre d'affaire nous conduit à l'utilisation d'une approche non paramétrique (la régression Quantile). Les résultats de la régression Quantile ne sont pas différents de ceux obtenus par la méthode des variables instrumentales, quant à l'influence du crédit sur le chiffre d'affaire (tableau 6). Le crédit influence positivement (à 1%) toutes les séquences de chiffres d'affaire. Les PME appartenant à la classe des 75% de chiffres d'affaire les plus élevés sont plus sensibles à la corruption que les autres. Aussi, il faut remarquer que les entreprises de la classe moyenne des chiffres d'affaire (50%) ne prospèrent mieux que si elles sont confiées aux dirigeants qui ont au moins le niveau baccalauréat.

2.2.2.2 Le crédit bancaire, un levier de la performance sociale des PME au Tchad

Les résultats de l'estimation de l'équation (3) sont contenus dans le tableau 8 en annexe. Le modèle est globalement significatif. La variable « ln(crédit bancaire) » impacte positivement la performance sociale des PME à 1%. Une augmentation du montant de crédit de 1% entraîne une augmentation du nombre de salariés de 0,54%. En outre, la variable « ln(chiffre d'affaire) » a un signe positif et est significative à 1%. En effet, une augmentation du chiffre d'affaire de 1% permet d'augmenter la taille de l'entreprise de 0,38%. Autrement dit, l'augmentation du chiffre d'affaire des PME, en moyenne, crée des opportunités d'emplois au Tchad. Les variables socioprofessionnels (âge, expérience, niveau d'éducation supérieur du dirigeant) ont un impact positif et significatif sur la performance sociale. Un dirigeant jeune, expérimenté et ayant au moins le niveau Bac est favorable à l'augmentation de la main d'œuvre conformément aux besoins de production de l'entreprise. Cela s'explique par le fait qu'au Tchad, les dirigeants les mieux éduqués et ayant cinq années d'expériences (exceptés les plus vieux) orientent efficacement le crédit obtenu suivant les exigences de l'entreprise en termes de besoin et maîtrisent les postes essentiels de dépenses. Ces dirigeants, du fait de leur jeunesse, sont dynamiques et peuvent initier des nouvelles activités au sein de l'entreprise qui peuvent être source de création d'emploi. En plus, les résultats montrent aussi que la variable gouvernance, captée à travers la corruption, est significative à 1%. Cela signifie que la corruption crée de distorsions qui limitent les capacités des PME à promouvoir de l'emploi.

Conclusion et recommandations

Cette étude avait pour objectif de mettre en exergue l'influence du crédit bancaire sur la performance des entreprises tchadiennes à l'ère pétrolière. Plus spécifiquement, il s'est agi d'analyser respectivement les effets du crédit bancaire sur la performance économique et sociale des entreprises tchadiennes dans un environnement pétrolier. Les régressions linéaires et quantiles ont été utilisées pour les inférences statistiques et économétriques à partir des données primaires collectées auprès de 315 entreprises tchadiennes par le Laboratoire d'Etudes et de Recherche en Economie Appliquée et Gestion (LAREAG) de l'université de

N'Djaména. Les résultats auxquels nous sommes parvenus montrent que le crédit bancaire a une influence sur les dimensions de la performance qui sont analysées dans cette étude. En premier lieu, le crédit bancaire contribue de manière significative à l'amélioration de la performance économique des PME au Tchad. En second lieu, le crédit bancaire affecte positivement et significativement la performance sociale. La performance sociale s'améliore lorsque le crédit bancaire est octroyé aux entreprises dont le dirigeant a au minimum un niveau d'étude secondaire et une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. De façon subsidiaire, l'environnement économique caractérisé par le contexte de pétrole contribue favorablement à la performance des entreprises.

En somme, si le crédit bancaire permet d'améliorer la performance des entreprises au Tchad, l'accès de ces dernières au crédit de long terme reste limité par un certain nombre de contraintes. Parmi ces contraintes, on peut noter l'exigence des conditions de garantie bancaire, le taux d'intérêt débiteur élevé, la corruption, etc.

Fort des résultats obtenus, quelques pistes de politiques économiques sont proposées pour une plus grande contribution du financement bancaire à la performance des entreprises au Tchad. Ces politiques se situent à trois niveaux. Il s'agit des recommandations à l'égard des banques, des entreprises et du Gouvernement.

D'abord, aux banques, nous recommandons dans un premier temps de faciliter l'accès au crédit bancaire de court terme en ciblant les entreprises dont les dirigeants ont un niveau d'étude supérieur et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans. Dans un second temps, favoriser l'accès au crédit de long terme aux entreprises dont le chiffre d'affaire est supérieur ou égal à 50 millions. En effet, ces entreprises sont susceptibles d'accroître considérablement leur capacité productive et peuvent par la suite offrir plus d'opportunités d'emploi si et seulement si les contraintes d'accès au crédit de long terme deviennent souples.

Ensuite, aux entreprises, pour accéder au crédit bancaire, il est conseillé de tenir une comptabilité formelle et de rendre accessible l'information sur leurs activités. Aussi, il leur est suggéré de valoriser le capital humain dans le mode de recrutement, de promotion interne et d'observer la division du travail.

Enfin, au Gouvernement il est nécessaire d'améliorer l'environnement des affaires en rendant indépendant le système judiciaire et d'accentuer la lutte contre la corruption pour une meilleure gouvernance. Il faut aussi améliorer les conditions d'accès aux microcrédits de l'Etat.

Références Bibliographiques

- Bancel, F. (1995) « La gouvernance des entreprises », *Economica*.
- Banque Mondiale (2009), Rapport sur l'Enquête sur les entreprises, données pays.
- Beck, T. et A. Demirguc-Kunt (2008), « Small and medium size enterprises: access to finance as a growth constraint », *Journal of Banking & Finance*, 30(11): 2931-2943.
- Belouard Nabil A. et Seder salim (2002), « structure du capital et de la performance des PME algériennes », *université de Boumerdès et Ecole supérieure de commerce d'Alger*.
- Berkal Safia (2012) : « les Relations Banques/Entreprises Publiques : portées et limites, cas de la Banque Nationale d'Algérie et l'Entreprise Leader Meuble Taboukert », *Mémoire de Magister en Sciences Economiques, Université M. Mammeri de Tizi-Ouzou*.
- Berman, S. L., A. C Wicks, S. Kotha et T.M. Jones (1999), "Does stakeholder orientation matter? The relationship between stakeholder management models and firm financial performance". *The Academy of Management Journal*, 42(5): 488-506.
- Bourguignon A. (2000), « Performance et contrôle de gestion », *Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de gestion et Audit, Ed. Economica*, 931-941.
- Bouyacoub (2000), « L'entreprise et le financement bancaire », ed Casbah.
- Chandler, A. (1992), « Organisation et performance des entreprises. Tome1 (Les Etats-Unis 1880-1948), Paris, Organisation.
- Chekili, S. et D. Saidane (1995), La dimension bancaire et économique : facteur d'efficacité de l'entreprise en Afrique, in AUPELF-UREF (Ed.), *Les facteurs de performance de l'entreprise*, John Libbey Eurotext. Paris, 81-95.
- Commission Bancaire d'Afrique Centrale (2008, 2010), Rapport d'activité, Banque des Etats de l'Afrique Centrale.
- Ellis, P.D. (2011), "Social Ties and International Entrepreneurship: Opportunities and Constrains Affecting Firm Internationalization", *Journal of International Business Studies*, 42: 99-127.
- Ginglinger, E. (1991), *Gestion économique de l'entreprise*, Ed. Dalloz, p.45.
- Guigou J.D et Vilanova (1999), « Les vertus du financement bancaire : fondements et limites », *Finance Contrôle Stratégie*, 2(2) : 97-133.
- Hillman, A. J. et G.D. Keim (2001), «Shareholder value, stakeholder management, and social issues: what's the bottom line? ». *Strategic Management Journal*, 22(2): 125-139.
- Jensen M.C, and Meckling W.H. (1976): "The theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure, *Journal of Financial Economics*, October, Vol. 3, n° 4, PP. 305-360.
- Jõeveer, K., F. Pissarides et J. Svejnar (2006), Bank Lending and Performance of Micro, Small and Medium Sized Enterprises (MSMEs): Evidence from Bulgaria, Georgia, Russia and Ukraine, Working paper, Japan Europe Development Fund.
- Lapenu, C. (2009), « Evaluation de la performance sociale : Les enjeux d'une finance responsable ». *Revue Tiers Monde*, 197: 37-54.
- Malika A. Z – C., (2011), Performance financière et performance sociale dans les entreprises publiques algériennes ; Universidad Politécnica de Valencia Ciriec-Espana.
- Marchesnay, M. (2002), « Pour une approche entrepreneuriale de la dynamique, ressources-compétences ». Les cahiers de l'ERFI. n° 22.
- Martinez Peria, M.S. (2009), "le financement bancaire des PME : quelles spécificités africaines ? », *Revue secteur privé et développement du PROPARCO*, (1).
- Ministère de l'Economie et du Plan du Tchad (2012), Plan National de Développement.
- Mourgues N. (1994): « Le choix des investissements dans l'entreprise », *Ed. Economica*, p.15

- Noumigue Kenmegni G., (2012), « Analyse des différences et Similitudes des structures financières des petites entreprises (P.E) et moyennes entreprises (M.E) au Cameroun, *Rapport de Recherche du FR-CIEA n° 41/42*.
- Reynaud E. (2003), « Développement durable et entreprise : vers une relation symbiotique », *Journée AIMS, Atelier développement durable, ESSCA Angers, pp. 1-15*.
- Sabarwal,S. and K. Terrell (2009), “Access to credit and performance of female entrepreneurs in Latin America”, *Frontiers of Entrepreneurship Research: 29 (6)*.
- Silivestru, A. R. (2012), “Bank loans and small firm financing in Romania”, *Annales Universitatis Apulensis Series Oeconomica, 14(1)*.
- Tioumagneng , A.T (2011), Maturité des crédits bancaires et performance des entreprises : cas du Cameroun, *De Boeck Université, Mondes en développement, 153, 71-86*.
- Um-Ngouem, M. T. (1996), « Financement bancaire et gestion des petites et moyennes entreprises camerounaises », *Thèse de Doctorat, Université de Montesquieu-Bordeaux IV, 538 p*.
- Um-Ngouem M. T. (1997), « La spécificité du problème de l’investissement dans les PME camerounaises », *Note de Recherche de l’AUPELT-UREF*.
- Um-Ngouem, M. T. & Edding, C. (2002). « Les contraintes de l’équilibre financier dans les PME au Cameroun », in Bekolo Ebe B., Touna Mama, Fouda S. M. Mondialisation, Exclusion et Développement Africain : Stratégie des acteurs publics et privés Tome 2 (Investissement privé, rôle des PME et action de l’Etat) Collection Economies d’Afrique Maisonneuse & Larose Afrédit, 181-208.
- Williamson, O.E (1988) : « Corporate Finance and corporate Governance », *The Journal of Finance, Vol.43, n° 3, Papers and proceedings of forty-seventh, Annual Meeting of American Finance Association, Chicago, Illinois, December, 28-30, PP. 567-591*.
- Yogo, U.T. et Antagana, O. H. (2013), « Capital social et performance des PME au Cameroun », *Revue Africaine des Sciences Economiques et Gestion, 19 (1)*.
- Yungue, F.C. (2007). « Contribution à la connaissance des spécificités et des pratiques de financement de l'entreprise familiale africaine : une étude empirique sur un échantillon de P.M.I. familiales non cotées au Cameroun », *Thèse de Doctorat ès Sciences de Gestion, Université Montesquieu - Bordeaux IV, 415 p*.

Annexes

Tableau 6 : Statistiques Descriptives

Variable	Obs	Moyenne	Ecart Type	Min	Max
Sexe du dirigeant	313	1.086262	.2812001	0	1
Age du dirigeant	312	41.75321	10.30936	21	84
Niveau d'éducation primaire	312	0.929487	0.290827	0	1
Niveau d'éducation secondaire	312	0.25	0.4337083	0	1
Niveau d'éducation supérieur	312	0.6570513	0.4754571	0	1
Environnement économique	315	1.431746	.4961076	0	1
Montant crédit bancaire	64	1.23e+05	5.87e+05	150000	2.88e+06
Chiffre d'affaire après financement	64	5.78e+06	1.92e+06	500000	1.99e+08
Effectif total des employés	313	23.17516	102.3156	1	400
Gouvernance	309	0.2653722	0.4422474	0	1

Tableau 7: Effets estimés du crédit bancaire sur la performance sociale des PME tchadiennes, Régression poisson

Effectif employé	Coefficients	Std. Err	Probabilité
Ln (credit bancaire)	0.5358496 ***	0.059584	0.000
Experience du dirigeant	0.0405379 ***	0.015368	0.008
Sexe du dirigeant	0.7318485	0.4988975	0.142
Niveau d'éducation sup	1.218671 ***	0.3243449	0.000
Age du dirigeant	0.2155417 ***	0.0579648	0.000
Age carré	-.0020065 ***	0.0004677	0.000
Secteur secondaire	0.1422764	0.320373	0.657
Ln(chiffre d'affaire)	0.3798243 ***	0.1460731	0.009
Gouvernance	0.76775 ***	0.430331	0.074
Crédit*niveau sup.	0.0314694	0.0410304	0.443
Constant	-14.30767 ***	1.752021	0.000
Nombre d'observation	64		
R ²	0.8970		
Prob > chi2 = 0.000			

Note: *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Tableau 8 : Effets estimés du crédit bancaire sur la performance économique des PME au Tchad, Variables instrumentales et régression quantile

	Régression Quantile			
	(IV)	(Q25)	(Q50)	(Q75)
	Performance économique	Performance économique	Performance économique	Performance Economique
Variables	IV	q25	q50	q75
Ln(Crédit bancaire)	0.705***	0.712***	0.681***	0.699***
	(0.0713)	(0.103)	(0.0945)	(0.141)
Secteur tertiaire	0.308	-0.0237	0.0938	0.368
	(0.270)	(0.318)	(0.294)	(0.388)
Environnement écoq.	0.327	0.144	0.247	0.541
	(0.264)	(0.178)	(0.288)	(0.407)
Gouvernance	0.619***	0.233	0.302	0.634*
	(0.217)	(0.192)	(0.269)	(0.375)
Niveau d'éducation sup.	0.209	0.237	0.494**	0.380
	(0.254)	(0.202)	(0.213)	(0.451)
Age au carré	-0.000839*	-0.000158	-0.000366	-0.00109
	(0.000467)	(0.00146)	(0.00101)	(0.00136)
Age du dirigeant	0.0753	0.00834	0.0262	0.1000
	(0.0529)	(0.133)	(0.0859)	(0.125)
Sexe du dirigeant	0.347	0.155	0.317	0.446
	(0.225)	(0.220)	(0.267)	(0.365)
Expérience du dirigeant	0.174	0.0345	0.310	0.117
	(0.306)	(0.291)	(0.336)	(0.480)
Constant	3.245***	5.002	4.764**	3.206
	(1.086)	(3.055)	(2.149)	(3.210)
Observations	64	64	64	64
R²	0.601	0.44	0.32	0.37
Test de normalité des erreurs	Prob>chi2	0.000		

Note: Les Ecart Types sont en parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1. Ch2 inférieur à 5% d'où la non validité de la Méthode du MCO.

Tableau 9 : Test d'endogénéité de la variable Crédit bancaire

Variables	crédit	Sect. tertiaire	Envmt ecoq	Corruption	Nivo Sup.	Age	Age2	sexe	Expérience	res_crédit	constant
Chiffre d'affaire	0.731***	0.305	0.326	0.619***	0.220	0.075	-0.001***	0.348	0.173	0.672***	3.258***
	(0.104)	(0.265)	(0.267)	(0.218)	(0.281)	(0.052)	(0.0005)	(0.231)	(0.308)	(0.223)	(1.086)

Note : Le résidu (res_crédit) est significativement corrélé au chiffre d'affaire, ce qui soutient l'hypothèse d'endogénéité de la variable crédit.